

**DOSSIER DE PRESSE**

**Colloque IEJE - GREEN**  
**Université de Grenoble, Grenoble, France**  
**4 - 6 mars 1986**

# Le Monde

— Mardi 11 mars 1986 —

---

## UN COLLOQUE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX DE L'ÉNERGIE

### Vers un pétrole à 5 dollars ?

Les six pays membres du Conseil de coopération du Golfe, Arabie saoudite, Koweït, Emirats arabes unis, Qatar, Bahreïn et Oman, réunis le samedi 8 mars à Ryad, se sont déclarés prêts à coopérer avec tous les pays producteurs de pétrole pour « empêcher un plus grand effondrement du prix du brut ». Ils ont aussi répondu à l'Iran qu'un groupe de pays ne pouvait seul arrêter la chute des prix.

Les chiffres publiés le même jour par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), à huit jours de la conférence de l'OPEP, montrent bien les difficultés d'une stabilisation du marché, alors que les pays de l'OPEP ont déjà ramené leur extraction en dessous de 17 millions de barils par jour en février. Selon l'agence, la consommation mondiale devrait encore chuter cette année de 2,7 millions de barils par jour à 44,4 mbj (la demande de l'OCDE augmentant de 0,3 million de barils quotidiennement du fait de la baisse des prix), alors que la production des pays non OPEP s'accroîtra de 1 million de barils par jour. C'est dire que la part de l'OPEP ne devrait guère dépasser 16 mbj.

Des experts réunis à Grenoble n'excluent pas que le prix du baril de pétrole tombe à 5 dollars.

---

#### De notre envoyée spéciale

Grenoble. — Le « pétrole roi » est mort. Vive le marché pétrolier. Réunis à Grenoble la semaine passée (1), une soixantaine d'économistes de tout bord, français, canadiens, italiens, britanniques, etc, spécialisés dans l'énergie, ont battu leur coulpe. Enterrées les théories savantes sur l'économie des ressources non renouvelables, l'étude des cartels et des oligopoles, les modèles, les prévisions économétriques, « nous nous sommes de façon quasi générale trompés sur le marché pétrolier actuel », reconnaissait le rapporteur du colloque, M. Patrice Romain. »

« Le bilan de tant d'années d'efforts est apparemment plutôt décevant, ajoutait M. Antoine Ayoub, professeur à l'université de Laval (Québec), car ni le passé n'est expliqué d'une manière qui semble satisfaire une majorité d'économistes, ni les diverses prédictions concernant le sentier des prix futurs n'arrivent à trouver une confirmation dans l'évolution concrète du marché. »

(suite) Le Monde, mars 1986

## Stratégie

Conclusion : il faut se rabattre sur la très classique loi de l'offre et de la demande, pour tenter de trouver un outil d'analyse et d'explication. Redécouvrant en quelque sorte le marché, les économistes de l'énergie rassemblés à Grenoble sont convenus qu'en l'état actuel des choses le pétrole « banalisé », était momentanément devenu une matière première comme les autres.

Conclusion annexe : dans ces conditions, rien ne permet plus d'écarter un effondrement des prix jusqu'à un « niveau cible » de 5 dollars à 7 dollars le baril, niveau correspondant au coût de production du producteur le moins bien placé, c'est-à-dire la Grande-Bretagne. « Dans l'absence d'une entente entre les concurrents, je ne vois vraiment pas pourquoi la guerre des prix s'arrêterait avant cette limite », a assuré M. Ayoub, approuvé sur ce point par la plupart des participants. Le chef du département des études économiques de l'OPEP reconnaissait, lui-aussi, que, sur la base des seuls coûts d'exploitation (coûts variables), le seuil pour 85 % des champs britanniques se situait à 5 dollars par baril, et que ces niveaux constituaient la limite basse des prix.

Reste à savoir si cette dépression des prix est durable. Là, les avis divergent. Bien qu'un certain nombre d'économistes présents aient démontré que le brut s'était, depuis quelques années, banalisé — M. P.N. Giraud montrant, par exemple, la similitude d'évolution des marchés pétroliers avec ceux des produits de base non énergétiques, — la plupart refusent de croire que cette situation puisse durer. Le « brut » demeure une matière première stratégique. Son rôle directeur sur les autres énergies et son poids dans les échanges mondiaux restent tels, en dépit de la baisse des

prix, qu'il est difficile d'imaginer que le marché spot et les marchés à terme, aujourd'hui prépondérants, mais profondément déstabilisateurs et spéculatifs, puissent constituer *ad vitam aeternam*, les seuls modes de régulation.

Même M. Ayoub, pourtant convaincu que l'OPEP n'a jamais été un cartel, en convenait. Depuis la prise de contrôle, au début des années 70, par les États producteurs de leur sous-sol, expliquait-il, l'intégration verticale de la filière, assurée jusque-là par les compagnies et facteur de stabilisation, a été rompue, et c'est le marché spot, et non l'OPEP, qui détermine le niveau des prix du pétrole, les tarifs officiels de l'organisation ne faisant que « s'ajuster avec retard à ce niveau ». Mais les nouveaux marchés, spot et à terme, qui couvrent aujourd'hui, selon lui, « 50 à 70 % des transactions internationales du pétrole brut », ne tiennent tout simplement pas compte des contraintes liées au caractère stratégique du pétrole. Aussi une « stabilisation » est-elle, selon lui, nécessaire, ne serait-ce que pour « permettre à l'industrie d'opérer efficacement ».

En outre, les participants au colloque étaient partagés sur l'évolution possible de la demande au cours des mois et des années à venir. La plupart soutenaient que la consommation reste largement inélastique par rapport aux prix et que la demande ne devrait donc que peu augmenter à court terme malgré la baisse des prix. Par contre, certains spécialistes, dont M. Bertrand Chateau, auteur des modèles de demande d'énergie « Médée » n'excluaient pas une reprise rapide de la consommation, notamment de carburants, si le « contre-choc » pétrolier était suffisamment prononcé pour modifier les comportements acquis au cours des dix dernières années.

Dans l'ensemble, pourtant, les experts rassemblés à Grenoble restaient pessimistes. Un économiste norvégien soulignait la position délicate de son pays, « pris entre l'OPEP et l'OTAN » et soumis à des pressions américaines afin d'écarter toute coopération avec l'OPEP.

« Une réduction volontaire de la production ne semble pas aller dans le sens de l'histoire », notait le rapporteur, avant de conclure : « A court et moyen terme, il n'y a pas de raison pertinente qui conduise à freiner la chute du prix du pétrole jusqu'à 6 ou 7 dollars, pas de raison non plus pour que cette chute ne soit pas durable (...). La question qui se pose désormais est de savoir si les conditions d'une situation non maîtrisable n'ont pas été créées... »

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Le colloque tenu du 4 au 6 mars sur le thème « Les marchés internationaux de l'énergie : des enseignements de la théorie aux leçons de l'expérience » était organisé par l'IEJE (Institut économique et juridique de l'énergie), de l'Université de Grenoble, et le GREEN (Groupe de recherche en économie de l'énergie et des ressources naturelles) de l'Université de Laval, au Québec.

*Colloque « Marchés internationaux de l'énergie »*

## Des liens étroits avec Grenoble



Faire le point, en trois journées bien remplies, sur le marché international du pétrole et du gaz, voilà qui relève aujourd'hui d'une quasi gageure et d'une terrible actualité. Pourtant le colloque universitaire « Les marchés internationaux de l'énergie » qui se tient jusqu'à la fin de la semaine à Grenoble, a été décidé il y a un an. Nos chercheurs allaient donc sciences et pré-

monition... Une réception était donnée mercredi à l'hôtel de ville de Grenoble, en l'honneur des congressistes. Au nombre de 90, venus d'une quinzaine de pays, ils ont « planché » en collaboration avec des membres de compagnies pétrolières, et des responsables d'E.D.F. Pour ne pas faire de ce colloque une rencontre fermée entre

chercheurs et universitaires. Autre « ouverture » tout à l'honneur de la manifestation organisée par l'Institut économique et juridique de l'Energie, laboratoire du C.N.R.S., le colloque est en quelque sorte une co-production grenobloise et québécoise. L'université de Laval au Québec est en effet partie prenante de l'affaire et publiera le rapport de ces journées aux presses de l'université de Laval, comme ce sera fait aux Presses Universitaires de Grenoble.

Lors des mots de bienvenue, Jean de Decker, adjoint à l'emploi, représentant Alain Carignon, maire de Grenoble, soulignait historiquement les liens très étroits qui unissent Grenoble et le monde de l'énergie, puisqu'elle fut et reste encore aux

esprits, capitale de la houille blanche. Il relevait aussi les mérites de l'Institut économique et juridique de l'Energie, qui fête cette année ses trente années d'existence, organisme peu connu ici, mais considéré à l'étranger, comme un expert pour toutes les questions relevant du domaine du pétrole.

Jacques Percebois, directeur de l'institut tenait en réponse à réaffirmer la symbolique de ce colloque. Témoignage de la collaboration entre universitaires et monde de l'énergie, entre universités et industries, et entre chercheurs et internationalisme.

V.J.

Photos Jean-Jacques Labbé

# LE DEVOIR

samedi 15 mars 1986

## Colloque de Grenoble sur les marchés internationaux de l'énergie Vers un baril de pétrole brut à \$ US 5

*Les six pays membres du Conseil de coopération du Golfe, Arabie saoudite, Koweït, Émirats arabes unis, Qatar, Bahreïn et Oman, réunis le samedi 8 mars à Ryad, se sont déclarés prêts à coopérer avec tous les pays producteurs de pétrole pour « empêcher un plus grand effondrement du prix du brut ». Ils ont aussi répondu à l'Iran qu'un groupe de pays ne pouvaient seuls arrêter la chute des prix.*

*Les chiffres publiés le même jour par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), à huit jours de la conférence de l'OPEP, montrent bien les difficultés d'une stabilisation du marché, alors que les pays de l'OPEP ont déjà ramené leur extraction en-dessous de 17 millions de barils par jour en février. Selon l'agence, la consommation mondiale devrait encore chuter cette année de 2,7 millions de barils par jour à 44,4 mbj (la demande de l'OCDE augmentant de 0,3 million de barils quotidiennement du fait de la baisse des prix), alors que la production des pays non OPEP s'accroîtra de 1 million de barils par jour. C'est dire que la part de l'OPEP ne devrait guère dépasser 16 mbj.*

*Des experts réunis à Grenoble n'excluent pas que le prix du baril de pétrole brut atteigne \$ US 5.*

**VÉRONIQUE MAURUS**

LE MONDE

Grenoble — Le « pétrole roi » est mort. Vive le marché pétrolier. Réunis à Grenoble la semaine passée, une soixantaine d'économistes de tout bord, Français, Canadiens, Italiens, Britanniques, etc., spécialisés dans l'énergie, ont battu leur coulpe. Enterrées les théories savantes sur l'économie des ressources non renouvelables, l'étude des cartels et des oligopoles, les modèles, les prévisions économétriques, « nous nous sommes de façon quasi générale trompés sur le marché pétrolier actuel », reconnaissait le rapporteur du colloque, M. Patrice Romain.

« Le bilan de tant d'années d'efforts est apparemment plutôt décevant, ajoutait M. Antoine Ayoub, professeur à l'université Laval (Québec), car ni le passé n'est expliqué d'une manière qui semble satisfaire une majorité d'économistes, ni les diverses prédictions concernant le sentier des prix futurs n'arrivent à trouver une confirmation dans l'évolution concrète du marché ».

Conclusion : il faut se rabattre sur la très classique loi de l'offre et de la demande, pour tenter de trouver un outil d'analyse et d'explication. Redécouvrant en quelque sorte le marché, les économistes de l'énergie, rassemblés à Grenoble, sont convenus qu'en l'état actuel des choses le pétrole « banalisé », était momentanément devenu une matière première comme les autres.

Conclusion annexe : dans ces conditions, rien ne permet plus d'écarter un effondrement des prix jusqu'à un « niveau cible » de \$ US 5 à \$ US 7 le baril, niveau correspondant au coût de production du producteur le moins bien placé, c'est-à-dire la Grande-Bretagne. « Dans l'absence d'une entente entre les concurrents, je ne vois vraiment pas pourquoi la guerre des prix s'arrêterait avant cette limite », a assuré M. Ayoub, approuvé sur ce point par la plupart des participants. Le chef du département des études économiques de l'OPEP reconnaissait, lui aussi, que, sur la base des seuls coûts d'exploitation (coûts variables), le seuil pour 85 % des champs britanniques se situait à \$ US 5 dollars par baril, et que ces niveaux constituaient la limite basse des prix.

Reste à savoir si cette dépression des prix est durable. Là, les avis divergent. Bien qu'un certain nombre d'économistes présents aient démontré que le brut s'était, depuis quelques années, banalisé — M. P.N. Giraud montrant, par exemple, la similitude d'évolution des marchés pétroliers avec ceux des produits de base non énergétiques — la plupart refusent de croire que cette situation puisse durer. Le « brut » demeure une matière première stratégique. Son rôle directeur sur les autres énergies et son poids dans les échanges mondiaux restent tels, en dépit de la baisse des prix, qu'il est difficile d'imaginer que le marché spot et les marchés à terme, aujourd'hui prépondérants, mais profondément déstabilisateurs et spéculatifs, puissent constituer ad vitam aeternam, les seuls modes de régulation.

Même M. Ayoub, pourtant convaincu que l'OPEP n'a jamais été un cartel, en convenait. Depuis la prise de contrôle, au début des années 70, par les États producteurs de leur sous-sol, expliquait-il, l'intégration verticale de la filière, assurée jusque-là par les compagnies et facteur

(suite) Le Devoir, mars 1986

de stabilisation, a été rompue, et c'est le marché spot, et non l'OPEP, qui détermine le niveau des prix du pétrole, les tarifs officiels de l'organisation ne faisant que « s'ajuster avec retard à ce niveau ». Mais les nouveaux marchés, spot et à terme, qui couvrent aujourd'hui, selon lui, « 50 à 70 % des transactions internationales du pétrole brut », ne tiennent tout simplement pas compte des contraintes liées au caractère stratégique du pétrole. Aussi une « stabilisation » est-elle, selon lui, nécessaire, ne serait-ce que pour « permettre à l'industrie d'opérer efficacement ».

En outre, les participants au colloque étaient partagés sur l'évolution possible de la demande au cours des mois et des années à venir. La plupart soutenaient que la consommation reste largement inélastique par rapport aux prix et que la demande ne devrait donc que peu augmenter à court terme, malgré la baisse des prix. Par contre, certains spécialistes, dont M. Bertrand Chateau, auteur des modèles de demande d'éner-

gie « Médée » n'excluaient pas une reprise rapide de la consommation, notamment de carburants, si le « contre-choc » pétrolier était suffisamment prononcé pour modifier les comportements acquis au cours des 10 dernières années.

Dans l'ensemble, pourtant, les experts rassemblés à Grenoble restaient pessimistes. Un économiste norvégien soulignait la position délicate de son pays, « pris entre l'OPEP et l'OTAN » et soumis à des pressions américaines afin d'écarter toute coopération avec l'OPEP.

« Une réduction volontaire de la production ne semble pas aller dans le sens de l'histoire », notait le rapporteur, avant de conclure : « À court et moyen terme, il n'y a pas de raison pertinente qui conduise à freiner la chute du prix du pétrole jusqu'à \$ US 6 ou \$ US 7 dollars, pas de raison non plus pour que cette chute ne soit pas durable (...). La question qui se pose désormais est de savoir si les conditions d'une situation non maîtrisable n'ont pas été créées... »

# LES AFFAIRES

LES AFFAIRES, samedi 1<sup>er</sup> mars 1986

## PLACEMENTS

■ Rien ne vas plus pour le pétrole. C'est la crise totale et plusieurs sont ahuris devant la chute du prix de l'or noir. Le prix du baril de pétrole pourrait même descendre en bas de 10 \$ US le baril d'ici mai prochain. Et l'or noir pourrait se vendre à ces faibles niveaux longtemps...

"Un prix entre 5 \$ US et 10 \$ US le baril de pétrole est maintenant chose possible. Après l'hiver, la demande pour le pétrole brut sera à la baisse. Le marché du pétrole n'est plus sous contrôle et il faut s'attendre à de sévères pressions à la baisse du prix de pétrole brut au cours des prochains mois", a déclaré aux AFFAIRES M. Antoine Ayoub, directeur du Groupe de recherche en économie de l'énergie, de l'Université Laval à Québec.

En novembre dernier, le baril de pétrole brut se vendait autour de 28 \$ US. À peine trois mois plus tard, le baril de pétrole brut ne vaut plus que 15 \$ US, une chute de 46 % pour la période.

À l'automne 1985, l'Arabie saoudite tentait de rappeler à l'ordre les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en leur demandant de respecter leurs quotas de production. Jusque là, l'Arabie saoudite se faisait le défenseur du prix du pétrole sur le marché, acceptant de réduire sa part du marché en limitant sa production. Ayant une capacité de produire 10,5 millions de ba-

riils par jour (mbj) de pétrole, l'Arabie saoudite ne produisait plus que 2 mbj au printemps 1985.

Pour éviter de piger à même ses réserves financières, l'Arabie saoudite se devait de produire au moins 4 mbj environ. À 2 mbj, l'Arabie saoudite était donc bien en deça de sa limite permise par sa situation financière.

La générosité a donc ses limites. Après un rappel à l'ordre des pays membres de l'OPEP, l'Arabie saoudite a invité les producteurs de la Mer du Nord à s'entendre avec l'OPEP pour contrôler la production et maintenir les prix. Non fut la réponse. La seule issue possible était la guerre des prix, ce que nous vivons actuellement.

"Le prix du baril de pétrole brut à 10 \$ US, voire à 5 \$ US, ne sera pas l'affaire de quelques mois. Croire qu'une fois un creux atteint le prix du baril de pétrole remontera rapidement aux niveaux précédents le début de la guerre des prix semble illusoire," affirme le spécialiste de l'Université de Laval.

L'époque où le marché du pétrole pouvait être contrôlé par une poignée d'intervenants est révolue. La structure même de ce marché a radicalement changé. Aujourd'hui, le marché "spot" (au comp-

## Le prix du pétrole pourrait chuter en deça de 10 \$ US le baril d'ici mai



Antoine Ayoub: "Les producteurs nord-américains de pétrole et avec eux le système financier sont fortement menacés."

tant) de Rotterdam, le marché à terme et le marché des dérivés du pétrole sont devenus complexes. Des milliers d'intervenants s'activent dans ces différents marchés. Un effort concerté dans le but de soutenir le prix du pétrole est presque impensable.

De surcroît, le marché des sous-produits du pétrole est le théâtre d'une concurrence plus vive. Les pétrolières américaines et européennes ne sont plus seules à produire de l'essence, du naphte et du mazout. Les pays membres de l'OPEP sont de plus en plus présents dans ce

marché et se font une lutte féroce. C'est le cas notamment du Koweït, de la Libye et de l'Arabie saoudite. "Or, si le prix des sous-produits baisse, cela influera sur les prix du pétrole brut, qui finira par baisser également", a expliqué M. Ayoub.

"L'Arabie saoudite vend son pétrole en offrant aux raffineurs des contrats à long terme leurs garantissant une marge de profit. Cela signifie que peu importe où va le prix des produits pétroliers raffinés, l'Arabie saoudite assurera aux raffineurs leur marge de profit en baissant le prix de son pétrole brut. Ce genre de contrat va conduire à d'importantes aberrations sur le marché pétrolier, le tout

pouvant se solder par des baisses exagérées du prix du pétrole brut", constate pur sa part M. Philippe Hervieux, analyste spécialisé de l'industrie pétrolière chez Nesbitt Thomson Bongard.

Une baisse des prix du pétrole n'aura pas d'impact immédiat sur la consommation. La demande pour le pétrole brut est à court terme relativement inélastique, c'est-à-dire qu'elle est peu sensible à une variation de prix. De surcroît, à long terme, cette demande répondra moins rapidement à une baisse du prix du brut qu'auparavant. La consommation énergétique mondiale s'est modifiée depuis cinq ans. Par exemple, l'Amérique du Nord consomme moins d'essence, les voitures étant plus petites. Cet état de chose ne changera pas rapidement même si le prix de l'essence diminue sensiblement.

"Si on ne peut entrevoir d'augmentation à court terme de la consommation de l'essence pour stabiliser le prix du pétrole, des têtes devront sauter", a avancé M. Hervieux. C'est-à-dire que des producteurs de pétrole devront éventuellement fermer leurs portes.

### Qui lâchera ?

On peut donc se poser la question: qui des intervenants de la présente guerre des prix lâchera le premier ?

"Extraire un baril de pétrole coûte environ 5 \$ US pour les producteurs de la Norvège et de l'Angleterre. La baisse actuelle du baril de pétrole frappe donc essentiellement les gouvernements britannique et norvégien, estime M. Ayoub. Ce sont pour l'instant les redevances et les taxes perçues par ces pays sur la vente du brut qui diminuent en raison de la baisse actuelle du prix du pétrole. Les producteurs anglais et norvégiens continuent à faire de l'argent.

"Quand au gouvernement britannique la politique de Mme Margaret Thatcher est le non interventionnisme, poursuit le spécialiste. Il semble bien qu'elle va s'en tenir à cette politique et ne se liera ni de loin, ni de près à l'OPEP. Après tout, la production de pétrole ne représente que 5 % du produit national brut du pays. Les pertes de revenus provenant du secteur pétrolier, le gouvernement anglais les recouvrera ailleurs puisqu'une baisse du prix du pétrole se reflètera dans une croissance plus rapide des autres secteurs de

Le prix du pétrole pourrait chuter en deça de 10 \$ US le baril d'ici mai  
(suite)

l'économie.

"Les producteurs pétroliers et, avec eux, le système financier nord-américain, sont fortement menacés. Le gouvernement Reagan est également tenant du non interventionnisme. Une crise financière devra toutefois être évitée. Les banques américaines sont fortement impliquées dans des pays producteurs de pétrole tel le Mexique, le Venezuela et l'Algérie. Ces mêmes banques ont financé largement les producteurs pétroliers américains. Le lobbying des Texans se fera très fort pour exiger une intervention du gouvernement américain. Pour éviter un crash financier, la solution sera d'ériger des barrières tarifaires en taxant le pétrole importé aux États-Unis. De cette façon, M. Reagan limitera les dégâts. Le Canada suivra probablement, croit M. Ayoub.

"L'Arabie saoudite et les pays de l'OPEP constituent le troisième parti de l'actuelle guerre des prix. Pour extraire un baril de pétrole, il en coûte à l'Arabie saoudite 0,50 \$ US environ. De plus, les réserves financières de l'Arabie saoudite s'élèvent entre 100 et 110 milliards de dollars US. Conclusion: l'Arabie saoudite peut tenir le coup longtemps.

"Ce seront donc les autres pays faibles de l'OPEP qui essuieront les ravages de cette guerre des prix comme par exemple, le Nigeria, le Venezuela, l'Indonésie, l'Algérie, l'Irak et l'Irak", déclare M. Ayoub.

Si on exclut ces derniers pays, on constate donc que les rapports de force en jeu sont assez bien équilibrés. C'est pourquoi la guerre des prix présente peut durer et durer.

Seuls des événements majeurs pourraient venir rétablir les choses. Par exemple, la guerre entre l'Irak et l'Iran pourrait éventuellement s'étendre aux autres pays du Golfe persique et forcer ces derniers à réduire passablement leur production.

"Une entente concertée et rapide de tous les producteurs pourrait permettre de stabiliser le prix du pétrole. Cette chose n'est certainement pas à exclure", a déclaré pour sa part M. Hervieux. Ce dernier paraît toutefois plus ou moins optimiste quant aux chances d'un tel dénouement de cette guerre des prix.

---

**CLAUDE  
CHIASSON**